

Assemblée générale	Document d'information
Point de l'Ordre du jour :	4
Soumis par :	Conseil

Changements du statut juridique de l'AIMS

Quel est le statut juridique actuel de l'AIMS?

L'AIMS est située en France depuis sa création en 1957 et relève de la législation nationale française, sous la forme d'une association (loi de 1901). Cette loi exige que l'AIMS fonctionne conformément à ses statuts qui doivent être enregistrés auprès des autorités françaises. L'Association est également soumise à d'autres lois françaises qui concernent ses activités, y compris celles liées à l'emploi, à la fiscalité, à la santé et à la sécurité, les douanes et l'immigration (y compris les visas de travail).

Quel est le statut juridique d'une organisation internationale intergouvernementale?

Les Organisations internationales intergouvernementales sont des organisations créées par les gouvernements. Elles n'ont pas besoin de s'appuyer sur les législations nationales pour être dotées d'une existence juridique. En pratique, le gouvernement du pays dans lequel l'organisation intergouvernementale est située établit un accord avec l'Organisation qui exonère cette Organisation de la conformité à la législation nationale, à travers la dotation d'immunités et de privilèges. De cette façon, l'Organisation se tient en dehors du contrôle de son pays d'accueil.

Pourquoi changer le statut juridique actuel de l'AIMS ?

Il n'y a pas un seul facteur qui exige ce changement. L'AIMS pourrait continuer à fonctionner comme une association, avec les mêmes statuts et fonctionnement qu'actuellement. Cependant, l'environnement dans lequel opère l'AIMS n'est pas statique. Depuis sa création, la montée en puissance, la complexité et les avancées technologiques ont changé la nature des aides à la navigation. La contribution de l'AIMS à l'harmonisation des aides à la navigation est maintenant plus importante que jamais.

Les rôles, les responsabilités et les stratégies des organisations internationales avec lesquelles l'AIMS travaille en étroite collaboration ont également évolué. C'est l'occasion pour l'AIMS de jouer à la fois un rôle de premier plan en tant que normalisateur et soutien de ces organisations, et de prendre les devants dans de nouveaux domaines tels qu'ils ressortent, maintenant et dans l'avenir. Le statut d'Organisation intergouvernementale facilitera cela.

Pour de plus amples informations, se reporter à la publication de l'AIMS « *AIMS - une organisation internationale – Naviguer vers le futur* »

L'OMI fixe déjà des normes - pourquoi l'AIMS?

L'AIMS est un fervent soutien de l'OMI, et travaille quotidiennement à fournir à cette organisation le support total et constructif pour les questions sur lesquelles l'OMI a été reconnue comme ayant compétence. Cependant, l'OMI est à la recherche de partenaires

stratégiques pour partager la charge de travail croissante liée au maintien de normes dans un secteur maritime en pleine croissance et en pleine évolution.

Le Secrétaire général de l'OMI a proposé une approche stratégique qui s'appuie sur d'autres organisations pour fournir des normes techniques afin de soutenir les plus hautes décisions de l'OMI, et a identifié en tant que telles l'OHI et l'UIT (qui sont 2 organisations intergouvernementales) et l'ISM. De cette manière, la sphère d'influence de l'ISM ainsi que celle de l'OHI et l'UIT soutiendraient le travail de l'OMI - soutenir plutôt qu'entrer en concurrence, ou être en conflit avec elle.

Dans le même temps il ya des zones exclues du champ de compétence de l'OMI, pour lesquelles l'ISM comble des lacunes dans la couverture actuelle des normes internationales. Par exemple, l'ISM est responsable des normes de balisage maritime, l'ISM est également la plus avancée pour l'élaboration des normes terrestres de l'e-navigation, ou encore, l'ISM joue un rôle essentiel dans l'élaboration du développement des normes tant techniques qu'opérationnelles pour les services de trafic maritime (VTS) destinés tant à la navigation nationale qu'internationale. Ses outils d'évaluation des risques peuvent permettre aux gouvernements d'expertiser leurs besoins en aides à la navigation.

L'ISM n'a pas besoin d'être une organisation intergouvernementale pour assumer ce rôle. Toutefois, si l'ISM souhaite atteindre son objectif d'harmonisation des aides à la navigation partout dans le monde, un tel statut ne peut avoir que des effets positifs.

Il y a eu de nombreux débats relatifs à la relation de l'ISM avec l'OMI, si l'ISM devenait une organisation intergouvernementale. Certains y voient un manque de clarté ou un risque de conflit quant au positionnement de chaque organisation. Pour d'autres, la nécessité d'un nouvel organisme de normalisation ne se fait pas sentir. Enfin, d'autres encore y voient au contraire une occasion d'établir un cadre clair pour l'avenir.

Des échanges étroits ont eu lieu entre les hauts fonctionnaires des deux organisations en ce qui concerne cette question et un fort soutien a été reçu de l'OMI pour le changement de statut. L'ISM et l'OMI ont déjà un protocole d'entente en place et un amendement pourrait être rédigé pour s'assurer que l'interaction entre les organisations est bien définie.

Voir le lien internet "*Etude sur l'évolution du statut d'association internationale vers celui d'organisation intergouvernementale*"

Est-ce qu'un changement de statut changera les objectifs de l'ISM?

L'objectif actuel de l'ISM est d'optimiser sur le plan de la sécurité, des coûts et de l'efficacité, les déplacements des navires en améliorant et en harmonisant les aides à la navigation à travers le monde. Il n'est pas prévu que cela change si l'ISM devient une organisation intergouvernementale, néanmoins, cette décision reviendra aux gouvernements.

Est-ce qu'un changement de statut modifiera la structure de l'ISM?

Les dispositions actuelles entre l'Assemblée générale, le Conseil et ses commissions, ainsi que le Secrétariat, ont bien servi l'ISM. L'ISM a conscience que les gouvernements seront

intéressés par l'administration et la prise de décision et s'attend à ce que des modifications des fonctions de ces organes puissent se produire. Cependant l'AISM recommande que chacun de ces organes soit maintenu en place de façon à soutenir la nature technique actuelle et la souplesse de l'AISM.

L'AISM a un nouveau plan stratégique, qui définit mieux ses cibles et concentre ses efforts. Des travaux sont déjà en cours pour revoir la gamme de documents produits par l'AISM, et déterminer quel organe devrait approuver quels documents. Le Secrétariat travaille à introduire les meilleures politiques et procédures afin que la gouvernance soit transparente. Toutes ces questions auront un impact sur la structure de prise de décision dans l'avenir.

Comment réussir un changement de statut?

La création d'une organisation intergouvernementale est du ressort des gouvernements. Elle nécessite l'élaboration d'un accord international (qui peut prendre la forme d'une convention), par lequel les gouvernements acceptent d'être liés. Le texte de l'accord international est négocié par les représentants du gouvernement à travers un processus diplomatique. Une fois que le texte est finalement accepté (souvent lors d'une conférence diplomatique), les gouvernements sont en mesure de choisir d'en devenir partie. Cela peut nécessiter, dans certains pays, l'approbation du parlement.

Combien de gouvernements doivent signer l'Accord international pour qu'il entre en vigueur?

Cette question sera décidée par les gouvernements au cours des discussions diplomatiques. Des conseils auprès du Secrétariat indiquent que 5 à 15 pays serait un nombre suffisant pour démontrer le soutien international, toutefois certains estiment ce nombre insuffisant. Le projet d'accord propose actuellement 15 signataires.

Que couvre l'Accord international?

L'AISM travaillera en étroite collaboration avec les gouvernements pour rédiger l'accord international. Il est prévu que l'accord couvrira de nombreuses questions, y compris la mise en place de l'AISM en qualité d'organisation internationale; son objet; sa composition; la structure de l'Association (Assemblée générale, Conseil, les Commissions et le Secrétariat, etc...) ainsi que la création de règles générales; le financement et les dépenses; l'identité juridique; les modalités pour la mise en vigueur de l'Accord et pour l'amender; la résiliation et les dispositions transitoires. Le texte des statuts actuels de l'AISM a été utilisé comme point de départ pour le développement de la nouvelle convention, toutefois et même si sa forme finale ne sera pas connue tant que le processus diplomatique ne sera pas terminé, il n'est pas prévu que les gouvernements doivent faire face à de nouvelles obligations dans le cadre de l'Organisation intergouvernementale.

L'AISM ne pourra pas contrôler le contenu final de l'Accord international, puisqu'il sera négocié lors du processus diplomatique entre les gouvernements. L'AISM est consciente de ce fait et établira le texte de travail initial avant que ce processus ne débute. Durant tout le processus l'AISM restera disponible pour fournir le nécessaire à ses membres nationaux.

Qui signera l'Accord International?

La signature de cet Accord International sera ouverte aux Etats (non pas aux autorités administratives responsables de la signalisation maritime, mais aux gouvernements eux-

mêmes). La personne signataire devra être dépositaire des autorisations, procurations, pouvoirs légaux au regard de ses lois nationales.

Quand l'Accord International prendra-t-il effet?

L'accord entrera en vigueur sur la base de ses propres termes. Ce sont les gouvernements qui les définiront lors de la finalisation de l'accord. La plupart des conventions entre en vigueur au terme d'un délai défini (cela peut être 30 jours ou 6 mois) après qu'un nombre déterminé de gouvernements ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autres critères peuvent également être définis. Par exemple, certaines conventions de l'OMI nécessitent un tonnage minimum en plus d'un nombre d'Etats. Le projet d'accord dans sa forme actuelle propose que le gouvernement hôte doive être signataire afin de s'assurer que l'Accord de Siège puisse être valide.

Du fait du processus décrit ci-dessus, la date à laquelle l'AIMS se transformera en Organisation intergouvernementale ne peut être définie par avance. L'expérience de l'OMI montre que certaines conventions entrent en vigueur rapidement (comme le protocole de 1988 de la SOLAS, qui était devenu valide en 18 mois). D'autres conventions par contre peuvent nécessiter un délai bien plus conséquent (la Convention sur le travail maritime a pris 7 ans) et certaines autres ne sont même jamais entrées en vigueur jusqu'à aujourd'hui.

L'AIMS présuppose que le travail préparatoire sur le projet d'Accord International devrait aboutir d'ici la fin de l'année 2014. Les gouvernements soutenant la démarche pourront alors revoir le texte et débiter le travail diplomatique afin de finaliser cet Accord au niveau international, mais le calendrier de ces discussions n'a pas encore été établi.

Qu'est ce qu'un Accord de Siège et qu'est ce que cela recouvre?

Un accord de Siège est un accord entre une organisation intergouvernementale et son gouvernement hôte. Le plus souvent, un tel accord est conclu au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord International.

De façon générale, un Accord de Siège pourrait recouvrir, selon les termes de la juridiction nationale, l'immunité de l'AIMS, l'exemption des taxes et impôts, les privilèges et immunités de ses fonctionnaires, experts et consultants, y compris ceux participant à des événements organisés par l'AIMS à son siège.

Un accord de Siège devrait déboucher sur des coûts de fonctionnement plus faibles pour l'AIMS, ainsi que sur l'opportunité pour des personnes de toutes les juridictions de s'engager et participer, reflétant ainsi mieux le caractère international de l'AIMS.

Comment l'Accord International sera-t-il mis en œuvre? (dispositions transitoires)

L'AIMS proposera une série de mesures de transitions qui prendraient effet lorsque l'Accord International entre en vigueur.

Par exemple, les gouvernements ayant signé l'Accord continueront en tant que Membres Nationaux à avoir le droit de vote. Les Membres Nationaux actuels dont les gouvernements ne seront pas devenus partie prenante du nouvel Accord deviendront Membres Affiliés (à moins qu'ils choisissent expressément de ne pas le devenir). Les Membres Affiliés n'auront

pas le droit de vote. Il est également proposé que tous les Membres Associés, Industriels et Honoraires actuels deviennent des Membres Affiliés au sein de la nouvelle organisation intergouvernementale (à moins qu'ils choisissent expressément de ne pas le devenir).

Le Conseil de l'AIMS, tel qu'il existe au sein de l'Association, deviendra le Conseil de Transition pour l'Organisation intergouvernementale, et agira comme tel, jusqu'à ce que la première Assemblée Générale sous nouveau statut international se tienne. De ce fait, durant la période de transition, les Membres Affiliés continueront à participer au Conseil, comme s'ils étaient des Membres Nationaux, avec droit de vote.

Les modifications proposées aux Statuts actuels stipulent que les biens de l'Association seront transférés à l'organisation intergouvernementale à la cessation de l'Association.

L'accord international va-t-il couvrir l'ensemble des modalités de gouvernance de l'AIMS?

Les gouvernements auront besoin de connaître les modalités de gouvernance de cette organisation intergouvernementale. Certaines pourront être définies dans l'Accord lui-même, d'autres, par exemple celles concernant le fonctionnement quotidien, pourront être contenues dans des règles générales (règlement intérieur), qui pourrait être modifié sans la nécessité d'un amendement à l'Accord International.

Les règles générales pourraient couvrir des sujets tels que les fonctions et les activités de l'organisation intergouvernementale, les modalités de l'élection du Président et du Vice-président, la conduite de l'Assemblée Générale, l'élection des conseillers, le fonctionnement des commissions, autres organes et du Secrétariat.

Le Secrétariat devra-t-il s'étoffer?

L'AIMS a un personnel restreint – l'équivalent de 8 cadres à temps plein – pour l'animation des commissions, l'Académie internationale, les relations avec les membres, composition et toutes les autres fonctions administratives, de coordination et de sensibilisation. Le Conseil a souhaité une étude afin de déterminer la structure la plus efficace dans la configuration actuelle, et cette étude est en cours. Comme il ne devrait pas y avoir de différence de normes appliquées entre une organisation non gouvernementale et une organisation intergouvernementale dans la pratique administrative, qui doit être moderne, efficace et transparente, le résultat de l'étude entreprise donnera donc également des indications sur le rôle et ainsi sur les dimensions nécessaires du Secrétariat de la future organisation intergouvernementale. Il est à noter que certaines organisations intergouvernementales ont la capacité technique au sein du Secrétariat de contribuer à l'élaboration, l'examen et l'approbation des normes, et cette possibilité fait partie de l'étude en cours.

Les contributions des membres vont-elles augmenter?

Il est probable que les coûts opératoires de l'organisation intergouvernementale seront supérieurs aux coûts actuels, résultant en une augmentation des frais d'adhésion. Notamment dans le cas d'une croissance du Secrétariat, de coûts additionnels de traduction, ou d'une réduction du nombre des membres. L'AIMS considère effectivement ce risque comme plausible, et évalue son niveau à « moyen ». La nouvelle organisation intergouvernementale devra évaluer et gérer ce risque, en prenant en compte que les

contributions actuelles sont au niveau le plus bas, et que l'effet d'un Accord de Siège devrait être une réduction des coûts.

Qu'advient-il des Statuts actuels de l'AIMS?

Les Statuts resteront le document fondateur de l'Association actuelle, et toutes les actions de l'AIMS seront entreprises en accord avec ses termes. Si la base légale d'action de l'AIMS devait changer vers le statut d'organisation intergouvernementale, les Statuts ne seraient alors plus nécessaires. A ce moment là, dans le cadre de la dissolution de l'Association, le Conseil de l'AIMS conduira les actions nécessaires pour la liquidation sous régime français, et les Statuts cesseront alors d'être en vigueur.

Un risque identifié est que la cessation de l'Association soit retardée par la coexistence d'actions de l'Association et de l'Organisation intergouvernementale. Ce risque peut être contrôlé en requérant un avis juridique français, afin que les mesures nécessaires soient bien comprises, que la diligence requise soit respectée et que les actions préalables soient menées en amont de ce processus, pour que l'évolution ait lieu en douceur et sans complication.

Quels sont les risques et bénéfices liés à un changement vers un statut d'organisation intergouvernementale?

Le changement de statut peut offrir des bénéfices potentiels à la communauté maritime, et pour les membres actuels et futurs de l'AIMS. Comme pour tout changement, il y a également de potentiels risques, pour toutes les parties prenantes. Cependant le poids relatif de chaque bénéfice et risque est fonction de chaque acteur, et pour cette raison, chaque gouvernement et membre actuel devra entreprendre sa propre analyse. Ces points ont été, à la demande du Conseil de l'AIMS, soumis aux Membres nationaux, du Comité juridique consultatif, et du Secrétariat de l'AIMS. Le document en résultant, « *Etude sur l'évolution du statut d'Association internationale vers celui d'organisation intergouvernementale* » peut être consulté sur notre site internet.

Quel sera le rôle futur des autorités actuelles en charge de la signalisation maritime?

Puisque l'AIMS restera une organisation technique, la participation des autorités en charge des aides à la navigation sera essentielle au succès et à la continuité de la pertinence du travail.

L'AIMS suggèrera que l'Accord international requière de chaque Membre national (gouvernement) la désignation comme principal représentant à l'Assemblée Générale la direction de l'autorité nationale en charge de la fourniture, la réglementation, l'entretien et le fonctionnement des aides à la navigation. De plus, lorsqu'un pays sera élu au Conseil, le poste de Conseiller devra être dévolu à la direction de l'organe en charge de la fourniture, la réglementation, l'entretien et le fonctionnement des aides à la navigation. Cela assurera aux organes directeurs le maintien de la présence de représentants techniques responsables dans le domaine des aides à la navigation. Une approche similaire est utilisée avec succès par l'OHI depuis de nombreuses années.

Malgré les éléments précédents, un risque subsiste que l'AIMS devienne moins opérationnelle si les personnels diplomatiques remplacent les agents opérationnels et techniques lors des réunions et commissions de l'AIMS. Cela signifierait également que les processus et décisions seraient impactés par des exigences de souveraineté. L'AIMS ne peut forcer le choix de leurs représentants par les Etats, cependant, compte-tenu de la forte orientation technique de l'organisation, et de l'implication réussie des Membres nationaux actuels, ce risque est évalué comme « moyen ». De plus, on peut supposer que ce risque diminuera au fur et à mesure que le statut d'organisation internationale se consolidera et que le fonctionnement sera mieux compris par les gouvernements.

Que deviendra le statut actuel des Membres nationaux dans la nouvelle organisation intergouvernementale?

A l'entrée en vigueur de l'Accord de l'AIMS il sera recommandé que les Membres nationaux actuels deviennent des Membres affiliés jusqu'à ce que leurs gouvernements respectifs deviennent partie contractante à l'Accord.

L'AIMS recommandera que chaque Membre affilié participant au Conseil au moment de la transition ait la possibilité de conserver sa place jusqu'à l'Assemblée Générale suivante. Les Membres affiliés ne pourront pas voter lors de l'Assemblée Générale et sont donc encouragés à aider leur pays à ratifier l'Accord afin de pouvoir participer pleinement au processus décisionnel de l'AIMS.

Quel sera l'impact sur les Membres associés, industriels et honoraires?

L'AIMS apprécie le soutien et les contributions apportées par tous ses membres et veillera à ce que tous les membres actuels puissent participer activement à la future organisation internationale.

Bien qu'il n'y ait pas de principe unique dans la réglementation internationale concernant ce point, il est néanmoins suggéré que seuls les gouvernements puissent être membres d'une organisation internationale, et que l'industrie ainsi que les représentants autres doivent plutôt avoir un statut d'observateur. Une telle position ne constituerait pas un changement significatif, puisqu'actuellement les Membres associés, industriels et honoraires n'ont pas le droit de vote à l'Assemblée Générale, et ne peuvent pas non plus être élus au Conseil ou être présidents des Commissions. Une vigilance particulière sur ce point qui fait la force de l'AIMS aujourd'hui sera nécessaire au cours du processus diplomatique. Le Comité des Membres industriels a précisé qu'il soutient le processus de changement de statut de l'AIMS et que durant cette période il continuera à assurer la liaison avec toutes les parties pour parvenir à un résultat satisfaisant.

L'AIMS va-t-elle perdre des membres?

L'AIMS va travailler avec les gouvernements, durant le processus diplomatique, afin de conserver autant de membres que possible, toutefois jusqu'à ce que la structure finale de l'Organisation internationale soit déterminée, il ne sera pas possible de répondre précisément à cette question. Il est également possible que l'AIMS s'étoffe en tant qu'organisation intergouvernementale, puisque des obstacles actuellement existants seront supprimés (tels que le statut français d'organisation à but non lucratif).

La perte d'adhésions individuelles a été soulevée comme étant un risque potentiel pour l'AIMS du fait de la diminution des revenus provenant des cotisations qu'elle implique (approximativement 39% des cotisations viennent de l'industrie et des Membres associés). Et, élément plus important encore que le risque de perte financière : l'AIMS a besoin et s'appuie fortement sur l'adhésion de ses membres pour atteindre ses objectifs.

Que se passera-t-il lors de l'Assemblée Générale de La Corogne?

L'une des fonctions de l'Assemblée Générale est de décider de la politique générale de l'AIMS. Or un changement de statut est une décision politique majeure, c'est pourquoi il sera demandé à l'Assemblée d'adopter une Résolution sur ce sujet.

La Résolution représente la reconnaissance par l'Assemblée Générale de l'histoire forte de l'AIMS, et sa volonté de mettre son énergie à la disposition de ses membres et de la communauté internationale pour avancer vers l'avenir. Si elle est adoptée, cette Résolution deviendra un mandat pour le Conseil avec l'aide du Secrétaire Général, de soutenir ses Membres nationaux dans la démarche vers le changement de statut. Les Statuts de l'AIMS stipulent qu'une décision de cette nature requiert la majorité simple des suffrages exprimés.

L'Assemblée Générale devra aussi examiner certains changements aux Statuts actuels de l'AIMS, dont l'un sera de permettre la dissolution de l'Association actuelle si un Accord intergouvernemental devait entrer en vigueur. Cela se fera après la prise en compte des exigences de la législation française afférente et du fait que les actifs de l'AIMS devront être transférés à la nouvelle Organisation.

Pourquoi un tel changement maintenant?

Il n'y a pas même une seule raison impérative qui nécessite un tel changement à ce moment précis – et cela ne rendrait pas les choses plus faisables même si tel était le cas. La création d'une nouvelle organisation intergouvernementale prendra plusieurs années et dépendra des processus nécessaires au sein des gouvernements. Cependant, du fait justement de cette réalité des délais, il est nécessaire de poser la question dès maintenant.

La communauté maritime et les gouvernements nationaux doivent faire face à un environnement de plus en plus complexe, où les besoins d'harmonisation, d'efficacité et d'efficience sont primordiaux. L'AIMS a l'opportunité d'aller de l'avant et d'offrir son leadership, mais doit pour cela être reconnue en tant que conseiller des gouvernements – position qui serait renforcée si les gouvernements eux-mêmes étaient parties prenantes. Ne pas réussir cela signifierait manquer cette opportunité.

Les normes de l'AIMS auront-elles un caractère contraignant?

Le projet actuel d'Accord International doit permettre à l'AIMS de créer des normes. Toutefois ces normes auront un caractère impératif seulement si les Membres nationaux (gouvernements) le décident lors de l'adoption de cette norme. Dans le cas de l'OMI, les résolutions incitent les Membres nationaux à appliquer ces normes, lignes directrices, interprétations, etc., pour ce qui concerne les sujets qui ne font pas l'objet d'une convention (telles que la SOLAS ou la MARPOL). Adopter une résolution n'implique pas en tant que tel de la rendre contraignante.

En tant qu'Organisation internationale, l'AIMS serait également en position pour travailler avec les gouvernements à la mise en place de nouvelles conventions (par exemple afin de remplacer l'Accord de balisage maritime actuel). Si tel était le cas, seuls les gouvernements ratifiant la nouvelle convention seraient liés par elle. En conséquence, les modifications ultérieures aux conventions ne seraient d'application obligatoire que si le Membre national est partie à la Convention, en vertu soit d'un processus d'acceptation tacite, soit d'une ratification de l'amendement.

La création de normes est l'un des rôles d'une organisation intergouvernementale, permettant aux gouvernements d'établir des paramètres connus et reconnus au profit de la sécurité et d'une meilleure harmonisation. L'AIMS est prête et tout à fait à même de jouer un rôle moteur dans ce processus.

Comment puis-je contribuer au débat?

Les Membres nationaux auront à évaluer le changement de statut de l'AIMS lors de l'Assemblée Générale de La Corogne, en Espagne, en mai 2014. La liste des actuels membres nationaux est consultable à l'adresse suivante:

http://www.iala-aism.org/files/membership/listmbres_20_202014_03.pdf

Les commentaires peuvent également être adressés à: status@iala-aism.org